

# Portugal : conséquences d'une sortie de l'euro

**Francisco Louçã**

*Fondateur et dirigeant du Bloco de Esquerda, membre du Parlement portugais*

Ces derniers mois, nos amis ont été nombreux à s'interroger : que se passerait-il si le Portugal quittait la zone euro ? Devrais-je retirer mes économies, chercher une banque étrangère pour les déposer, anticiper le remboursement de mon prêt immobilier à la banque, vendre ma maison, me tourner vers une caisse de retraite privée, souscrire une assurance santé, émigrer ? Que faire ?

Au lieu de répondre en prescrivant des actions individuelles pour nous protéger de l'incertitude, nous préférons proposer une autre solution aux lecteurs : faire le choix d'apprendre, de réfléchir et de débattre afin de pouvoir décider. Notre proposition est de réagir collectivement aux difficultés plutôt que de laisser chacun tout seul. Le présent article traite de ce choix collectif. Il propose une prise de décisions et une mobilisation face à l'urgence : se présenter avec la force nécessaire pour renégocier et restructurer la dette, annuler la part de la dette qui résulte d'une contrainte et d'un abus, réorganiser le pays en fonction des priorités sociales, démocratiser l'économie, sauver l'Europe en la remodelant dans le sens de la responsabilité sociale et en écrasant le capital financier.

## **Qui décide d'une sortie de la zone euro ?**

Commençons par imaginer ce à quoi ressemblerait une sortie de la zone euro, principale préoccupation de nos amis et correspondants. La proposition de quitter la zone euro a été défendue avec insistance par deux types de cou-

rants : d'une part, les économistes qui rejettent le carcan de l'euro et ne voient pas d'autre solution et, d'autre part, ceux qui préfèrent le nationalisme à la prolongation de la crise européenne (ou qui ont toujours été nationalistes). Ils viennent de différents secteurs et ont des idées et des propositions distinctes.

Parmi les économistes partisans d'une sortie de l'euro, on trouve les opposants habituels, tels que les Américains Paul Krugman et Nouriel Roubini. Pour eux, la sortie de la Grèce et du Portugal de la zone euro n'est plus un choix. Elle est, ou commence à être, tout simplement inévitable. Selon eux, la spirale récessive des mesures d'ajustement budgétaire va rendre la gouvernance impossible, les hausses d'impôts ne créant plus de recettes supplémentaires, l'économie étant au point mort et les politiques s'épuisant. Ils affirment donc que la seule solution est de quitter la zone euro afin de permettre la dévaluation d'une nouvelle monnaie et que d'équilibrer l'économie par une augmentation des exportations et une réduction des salaires. Il est important de noter qu'aucun d'eux ne soutient la répudiation de la dette ou qu'ils sont très discrets sur la question d'une renégociation. Ils espèrent plutôt gagner du temps pour payer la dette d'une autre manière, par une augmentation des exportations. Tous s'accordent également sur le fait que tous les travailleurs doivent assumer le coût de l'ajustement par une baisse des salaires et des retraites.

À ce stade, il existe de bons et de mauvais arguments. Mais c'est avant tout une réponse qui propose une austérité salariale permanente, souvent indifférente à son effet immédiat sur la vie des gens. Dans ce contexte, d'autres économistes suggèrent que l'on demande à l'Union européenne de financer une sortie de la zone euro, voire que les marchés financiers aient une attitude neutre à l'égard de la nouvelle devise (imaginons qu'il s'agisse de l'escudo). Il y a aussi ceux qui avancent une bien étrange proposition : le pays ne devrait menacer de quitter la zone euro qu'après avoir reçu une indemnisation au titre des dommages subis par son économie suite à la perte de parts de marché et de compétitivité. Il s'agirait d'une sorte d'ultimatum : si vous ne nous payez pas, nous restons.

Nous ne partageons pas ces positions. Nous préférons une analyse plus réaliste, en nous demandant ce qui se passerait si l'État faisait le choix économique de quitter la zone euro. Mais avant d'y venir, évitons l'ambiguïté du romantisme : si un État décidait que le Portugal devait quitter la zone euro, ce serait l'Allemagne qui, à ce stade, est aux commandes de l'Union européenne. Aucune autre force sociale ou exerçant une prédominance politique n'est en mesure de prendre cette décision. Au Portugal, aucune association imaginable entre le PSD, le CDS et le PS, les signataires de l'accord avec la troïka (le FMI, la BCE et la Commission européenne), ne peut laisser entrevoir cette alternative. Et même si cela arrivait, il ne faudrait pas s'attendre à ce que cette nouvelle force politique cherche à protéger les travailleurs. En fait, cette

option n'existe tout simplement pas dans la politique d'alternance de pouvoir en vigueur au Portugal.

Si le Portugal devait quitter la zone euro, ce serait uniquement dû au *diktat* de l'Allemagne et à l'imposition d'un nouveau modèle de gouvernance de l'Union européenne. Si l'on se souvient de l'Ultimatum de 1892 et de la faillite imposée qui s'en est suivie, c'est parce que cet événement a déclenché un bouleversement social et ouvert la voie au renversement de la monarchie, la Grande-Bretagne imposant sa volonté et prenant possession des colonies africaines. Mais aujourd'hui, il est question du régime social dans lequel nous vivons depuis plus de trente-cinq ans de démocratie.

### **L'Allemagne souhaite-t-elle la fin de l'euro ?**

L'euro prendra fin uniquement si c'est dans l'intérêt de l'Allemagne. Mais l'Allemagne le souhaitera-t-elle ? Personne n'en sait assez pour répondre à cette question avec certitude. Le chemin emprunté par les *leaders* de la droite allemande, et notamment la chancelière Merkel, est trop tortueux pour être bien compris. La droite allemande, qui pourrait perdre le pouvoir au profit d'une coalition entre les sociaux-démocrates et les Verts lors des prochaines élections législatives, essaye de compenser son épuisement en employant la démagogie de l'arrogance nationaliste à l'encontre de la Grèce. Malgré cette politique, elle a perdu toutes les élections régionales. Par ailleurs, pour la première fois dans son histoire récente, l'État a été contraint d'interrompre l'émission de sa dette publique fin 2011 car il n'obtenait pas le taux d'intérêt qu'il s'était initialement fixé comme objectif. C'est ce qui s'est également produit début 2012. Le Président a démissionné en février et la coalition des partis de droite a montré des signes de faiblesse. Tout cela montre que les *leaders* politiques allemands ont des difficultés notables à contrôler le pays. Il n'est donc pas raisonnable de faire des prédictions définitives sur ce qui va se passer en 2012 et 2013.

En revanche, il existe de solides éléments structurels : l'économie allemande souffrirait beaucoup d'un démantèlement de la zone euro, comme nous allons le voir plus bas. Le retour de tous les pays européens à leur propre monnaie créerait un risque de désordre qui ne serait pas bénéfique à l'Allemagne, laquelle, en tant qu'économie la plus forte d'Europe, aurait plus à perdre des conflits commerciaux en résultant. La raison est évidente : si le principal objectif de tous les pays était d'augmenter les exportations et de réduire les importations par la création d'une nouvelle monnaie nationale, cherchant ainsi à imposer une politique néomercantiliste à leur propre avantage, le résultat serait désastreux puisque les exportations de certains pays sont les importations des autres. Une chose est sûre : ils ne peuvent pas tous simultanément vendre plus et acheter moins.

Cette politique néomercantiliste a été celle de l'Allemagne, forçant d'autres États européens à l'accepter. C'était le seul pays qui pouvait le faire et qui l'a fait à si grande échelle. Néanmoins, afin d'accroître sa compétitivité, l'économie allemande a soumis ses travailleurs à des réductions de salaire drastiques. Mais, il ne suffit pas de contenir les salaires pour augmenter les exportations. Il est également crucial de garder les frontières européennes ouvertes.

C'est pourquoi l'Allemagne s'est opposée aux pressions qui pouvaient conduire à un effondrement total de l'euro. Pour l'instant, elle a évité de pousser la Grèce vers la sortie, concédant même une restructuration jusqu'alors impensable, avec une annulation partielle de sa dette. Même s'il est peu probable que la sortie de la Grèce (ou du Portugal) de l'euro ait un effet domino, il y avait une incertitude concernant l'avenir de la monnaie commune.

Par ailleurs, les premiers mois de l'année 2012 ont clairement montré que le problème de l'Europe n'était ni le Portugal ni la Grèce. Il s'agit de la pression du capital financier, notamment sur l'Italie, l'Espagne et les autres économies fortement touchées par la spéculation et la récession. L'important programme de financement des banques privées à très bon marché sur trois ans, approuvé par la BCE fin 2011 (en dépit de sa doctrine antérieure) montre à quel point les institutions subordonnées aux autorités allemandes craignent les conséquences d'un effondrement financier à grande échelle. Aucun gouvernement allemand ne souhaitera la fin de l'euro s'il tient compte de ses conséquences économiques.

Toutefois, l'Allemagne souhaite-t-elle, sous prétexte de protéger l'euro, que tout ou partie des pays périphériques en soient exclus ? Ce point est abordé un peu plus bas. Nous nous intéresserons d'abord à la façon dont cela pourrait fonctionner en pratique. Nous allons voir comment la sortie du Portugal de l'euro influencerait sur la vie des travailleurs.

## **Il pourrait y avoir de nouveaux jours fériés**

Commençons par le commencement, à savoir la décision de créer une nouvelle monnaie, qui reprendrait le nom de l'ancienne, l'escudo. Le scénario est le suivant : l'État, face aux difficultés économiques, décide d'accepter l'ultimatum de l'Allemagne et déclare qu'il abandonne l'euro et souhaite adopter l'escudo comme monnaie nationale.

En secret, il commence à imprimer des billets de banque en escudos et se prépare à annoncer la grande nouvelle un vendredi soir, lors des bulletins d'actualités, lorsque les banques sont déjà fermées (il pourrait même décréter plusieurs jours fériés à cet effet). Ce week-end-là, toutes les banques font des heures supplémentaires pour alimenter les distributeurs automatiques en billets afin que la nouvelle monnaie entre en circulation immédiatement.

Il existe d'autres alternatives : pour certains, l'État pourrait simplement réimprimer les billets de banque en euros avec la marque du nouvel escudo,

jusqu'à ce qu'il organise la circulation de nouveaux billets. Mais ces hypothèses requièrent une certaine imagination puisqu'il n'est pas certain que les autorités de l'euro acceptent ce stratagème sans représailles.

Dans tous les cas, tout le monde va s'apercevoir que l'on prévoit d'instaurer une nouvelle monnaie. Cette opération d'émission du nouvel escudo implique que des milliers de personnes transportent et distribuent les billets, et ces personnes en informeront sûrement leur famille. En tout état de cause, tout le monde aura entendu les déclarations des ministres au cours des semaines précédentes, expliquant que la situation est très mauvaise et que des mesures extraordinaires sont nécessaires pour sauver le pays. Tout le monde aura eu connaissance du sommet d'urgence européen et réalisé ce qui se passait. Il est tout simplement impossible de garder certains secrets.

Que vont faire les gens ? C'est évident, n'est-ce pas ? Ils vont retirer toutes leurs économies des banques et mettre de côté leurs billets en euros. Sinon, toutes leurs économies seront transformées en escudos, à une valeur nominale qui chutera pendant la forte dépréciation – ce qui, après tout, est tout l'objectif de cette opération. En d'autres termes, les comptes d'épargne perdront autant de valeur que la monnaie dans laquelle ils sont enregistrés. Tous les travailleurs ayant déposé leurs salaires et leurs retraites seront les premières victimes de la nouvelle politique. Ils essaieront donc de sauver tout ce qu'ils peuvent.

Et pas seulement les travailleurs. Il y aura une fuite massive de capitaux. Les entreprises, les fonds financiers et toutes les institutions ayant déposé de l'argent dans les banques opérant au Portugal voudront le transférer là où ils estiment que leurs dépôts sont protégés d'une dévaluation.

Désormais, les banques ne voudront plus payer à leurs clients l'intégralité de leur solde bancaire car cela les ruinerait. Elles ne le voudront pas et ne le pourront pas non plus car elles n'auront tout simplement pas l'argent pour cela et ne disposeront pas d'assez de billets pour payer l'ensemble de leur dette à tous leurs déposants à la fois. Les banques fermeront donc leurs portes lorsque l'alarme retentira partout et l'État devra faire appel à l'armée pour protéger les bâtiments. C'est ce qui est arrivé en Argentine et en Russie et à chaque fois que de fortes dévaluations ont été annoncées (et il ne s'agissait même pas d'un changement de monnaie ou de la création d'une nouvelle, quelque chose qui ne s'est jamais produit dans l'histoire de l'Union européenne, la circonstance aggravante étant que la monnaie en circulation est retirée pour la remplacer par une autre, fortement sous-évaluée).

D'ici là, les partisans d'une sortie de la zone euro comme alternative immédiate commenceront à rencontrer la première difficulté. Le fait est que l'armée et les banques agiront contre la population. Et les premières victimes seront les déposants. Si la dépréciation était d'environ 50 %, comme l'estiment certains économistes favorables à cette solution, les économies des travailleurs perdraient la moitié de leur valeur.

Cependant, il est très probable que pendant quelques temps, les billets en euros et en escudos se côtoient et que cette double référence tarifaire ait un effet inflationniste important, outre le fait d'entraîner une dévaluation excessive de l'escudo. Cette situation pourrait également créer un malaise sur les marchés, du fait des produits engrangés par crainte de l'évolution économique ultérieure. On assistera alors à une ruée sur les supermarchés et à une diminution des produits disponibles jusqu'à ce que la nouvelle situation économique s'installe. La vie ne sera pas facile après l'euro.

### **Combien devons-nous à la banque ?**

C'est ensuite le deuxième choc. La moitié des familles portugaises doivent de l'argent à long terme à la banque qui leur accorde un prêt pour acheter une maison, remboursable sur de nombreuses années. Ces prêts ont été contractés en euros. Le jour de la sortie de l'euro, l'État a deux options : accepter ce que veulent les banques, à savoir que les dettes des familles se poursuivent à leur valeur initiale en euros, ou décréter qu'afin de protéger les débiteurs, les dettes seront converties en escudos. En pratique, seule la dernière alternative est envisageable, sinon, le bouleversement social intensifié par la hausse de la dette serait inacceptable.

En réalité, si l'État les autorisait à maintenir les crédits en euros (comme initialement stipulé dans les contrats), la population serait encore plus enchaînée à ses dettes. Imaginons qu'une dette de 100 000 euros soit convertie en escudos et qu'elle s'élève ainsi, du fait de la dévaluation de la monnaie, à 30 millions d'escudos. Si le salaire du débiteur avant la dévaluation était de 1 000 euros (ce qui, dans la nouvelle monnaie, équivaldrait à 200 000 escudos ou 200 contos), cette somme s'élèverait après la dévaluation à seulement 670 euros environ, la moitié étant utilisée pour payer la banque. Avant, il aurait fallu au débiteur près de dix-sept ans pour rembourser, à grand-peine, l'intégralité de cette dette. Désormais, il lui faudrait vingt-cinq ans avec la même difficulté, en donnant toujours la moitié de son salaire à la banque. Au final, il aura perdu huit ans.

Dans le deuxième cas, celui où l'État décrète la conversion des dettes en escudos, les personnes ayant une dette de 100 000 euros avant la dévaluation se retrouveraient avec une dette de 20 000 contos (20 millions d'escudos), soit environ 67 000 euros. Dans ce cas, ce sont les banques qui seraient perdantes. Le problème est qu'au cours de ce processus de dévaluation de la dette, les banques font faillite parce que, tout à coup, elles se retrouvent avec un énorme trou dans leur bilan et que leur dette auprès des banques internationales reste en euros. En aucun cas elles ne peuvent payer leurs dettes extérieures.

C'est la raison pour laquelle les partisans d'une sortie de la zone euro expliquent, en toute honnêteté, qu'il faudra nationaliser toutes les banques,

pas nécessairement pour socialiser le capital financier, mais pour le préserver. Aujourd'hui, sauver une banque peut s'avérer très coûteux, comme nous avons pu le constater avec la faillite frauduleuse et le sauvetage exorbitant de la BPNLBW. En effet lorsqu'une banque est nationalisée, on récupère aussi bien ses actifs que ses dettes. Il s'agit généralement de dettes envers les déposants et de dettes envers les prêteurs, généralement des banques étrangères. Ces dettes sont en euros mais la banque en faillite puis nationalisée commencera à recevoir ses recettes et dépôts en escudos, la monnaie dévaluée, afin de continuer à effectuer ses paiements à l'étranger en euros. D'autre part, la dette publique grimpera brusquement en flèche puisque l'État aura récupéré la dette bancaire de 175 milliards. Le sauvetage des banques coûte horriblement cher : leurs dettes, initialement privées, deviennent publiques quand elles sont nationalisées. C'est le cas lorsque les banques sont débitrices, mais pas lorsqu'elles ont plus à gagner qu'à payer, ce qui n'est pas le cas des banques portugaises (et des banques étrangères au Portugal).

### **Augmentation des impôts**

À ce stade, nous savons ce qui va se passer : pour payer les dettes résultant de la nationalisation des banques, il faudra procéder à une autre augmentation des impôts, cette fois pour financer le système bancaire international. Les travailleurs, dont les dettes personnelles ont été protégées, devront payer par un autre moyen, à savoir ici de nouveaux impôts. On peut bien sûr envisager que l'État refuse simplement de payer les dettes internationales des banques privées nationalisées. Mais alors, toute cette opération de dévaluation de la nouvelle monnaie est remise en question puisque sa finalité était d'augmenter les exportations sur les marchés ouverts afin que l'augmentation des ventes de produits portugais sauve l'économie.

Par ailleurs, cette décision compliquerait encore plus l'accès de l'économie à des financements extérieurs. Ne pouvant pas emprunter directement auprès d'autres pays ou marchés financiers, les autorités portugaises n'auraient plus que deux solutions. La première serait de maintenir son solde primaire positif ; en d'autres termes, l'État ne pouvait en aucun cas dépenser plus que ce qu'il perçoit en impôts. Cela impliquerait d'augmenter les impôts des travailleurs et d'investir moins, ces deux mesures étant récessives et encore plus déconseillées dans cette situation, en plus d'être socialement mauvaises et injustes. La deuxième option serait d'utiliser ses nouvelles ressources, puisque la Banque du Portugal pourrait imprimer de plus en plus d'escudos pour effectuer les paiements de l'État, ce qui accentuerait la dévaluation et l'inflation.

Revenons-en maintenant aux problèmes rencontrés par l'État si l'on prenait la décision de sortir de l'euro ou d'accepter l'ultimatum imaginaire de l'Allemagne. Ses opposants sont déjà assez nombreux : ceux qui vont payer plus

d'impôts ou qui ont vu leurs dettes se multiplier, ceux qui paient plus cher pour la nourriture, le transport et les médicaments ou ceux qui ont perdu une partie de leurs économies et dépôts. Compte tenu de cette situation, les travailleurs vont rapidement se rendre compte qu'ils ont perdu une partie de leur salaire (ou de leur retraite), que les efforts budgétaires n'ont pas diminué (au contraire, ils se sont aggravés puisque la dette sera payée en euros, mais comme les impôts que l'État perçoit sont payés en escudos, nous aurons besoin de plus en plus d'escudos pour chaque euro) et que les dépenses vont encore baisser dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Pour toutes ces raisons, les travailleurs vont se battre pour récupérer leur salaire.

L'État affirmera que cela pourrait anéantir tous les efforts. Les exportations sont maintenant plus abordables, soit parce que l'escudo vaut moins et que le prix des biens a baissé, soit parce que les entreprises payent des salaires moins élevés en escudos. Si ces derniers augmentent, cela nuira de nouveau à la compétitivité. Que fera l'État face aux protestations des travailleurs ? Le pays sera pris dans la tourmente car il y a aura des émeutes devant les banques après que les déposants auront réalisé ce qu'ils allaient perdre, que les impôts et les prix augmentent et que les salaires baissent. L'État a maintenant le choix entre deux solutions : celle des présidents argentins, qui ont fui le palais en hélicoptère, ou celle de la répression.

En d'autres termes, en quittant la zone euro, nous allons nous retrouver dos au mur. Les économistes qui souhaitent (à juste titre) éviter la poursuite des mesures d'austérité auront, au final, proposé un système d'une plus grande austérité, principalement axé sur le bénéfice d'un seul secteur économique, celui de l'export, en acceptant des salaires plus bas en raison de la dévaluation de l'escudo. De nouvelles difficultés se présenteront et il faudra du temps avant que les avantages liés à la dévaluation soient perceptibles. Dans le même temps, l'État perdra de toute évidence le respect de ses travailleurs puisque ce sont eux qui souffriront.

## **Sauver l'économie grâce aux exportations**

C'est alors la fin du deuxième choc. Mais le pire est à venir. L'escudo aura perdu 50 % par rapport à l'euro. Les autorités et ceux qui défendent la dévaluation de la monnaie comme solution de reprise économique prévoient les avantages suivants : la hausse probable des exportations, qui seront devenues plus abordables (puisque les prix en monnaie étrangère auront baissé et que les salaires auront diminué), et la baisse probable des importations, devenues plus chères en escudos. Par conséquent, les capitaux iront désormais aux industries exportatrices et aux services tandis que la consommation et les importations faibliront. Tout cela améliorera considérablement la balance des paiements.



La règle est la suivante : si les choses s'améliorent pour les entreprises exportatrices, il en va de même pour l'économie tout entière.

Cela semble positif, mais il y a une faille énorme. Le fait est qu'au cours de la dévaluation, le prix des produits importés augmentera le jour-même. Le carburant coûtera une fois et demie plus cher qu'auparavant, de même que le système de transports dans son ensemble : imaginez un litre d'essence à 480 escudos (ou 2,4 euros actuellement). Il en va de même pour les denrées alimentaires ou les médicaments importés, entre autres produits de première nécessité. Dans les supermarchés on manquera de nourriture, mais les produits en vente seront tout de suite plus chers.

Comme les deux tiers des revenus portugais passent dans la consommation, on peut facilement imaginer l'effet de ces deux augmentations de prix. Ce seul impact ferait baisser la valeur des salaires.

Quant aux exportations, il est évident qu'elles pourraient augmenter. Mais de nombreux économistes voient la société comme un laboratoire et oublient trop souvent à quel moment les décisions sont prises et à quel moment les politiques entrent en vigueur. Le *timing* sera crucial dans ce cas, pour une simple et bonne raison : les prix des importations augmenteront immédiatement alors que les effets de l'augmentation éventuelle des exportations mettront du temps, voire beaucoup de temps à se ressentir.

Par ailleurs, certaines conditions doivent être réunies pour que les exportations puissent progresser. Il faut que les acheteurs étrangers de produits portugais souhaitent acheter plus suite à la baisse des prix, tant qu'il n'y a pas de récession à l'étranger, que les produits portugais soient adaptés aux marchés dont la demande augmente et que leur qualité réponde aux normes exigées par ces consommateurs.

Même si les exportations augmentent, cela se fera lentement : les recettes des ventes ne commenceront à rentrer qu'une fois après que ces dernières auront eu lieu et il faudra donc attendre toute la durée de la production, voire le temps nécessaire pour augmenter la capacité de production. Pour accroître la production, il faut investir et pour investir, il faut disposer du capital nécessaire, recruter plus de travailleurs et les payer. Ce n'est qu'après que l'on reçoit le produit des exportations. Pour que les exportations soient le moteur du processus de croissance économique, il faudra inverser des décennies de désindustrialisation au Portugal ainsi que la spécialisation de l'économie dans les secteurs non exportables. C'est certes souhaitable, mais long et difficile à mettre en œuvre à court terme.

En outre, il faut tenir compte du coût des matières premières et des autres ressources importées pour déterminer le prix des produits que l'économie portugaise exporte. Étant donné que la moitié de la valeur totale des exportations dépend des produits importés et que ces derniers seront devenus plus chers avec la dévaluation de la monnaie, le gain de compétitivité dû aux exporta-

tions sera, au final, limité. Les recettes d'exportation n'augmenteront donc que légèrement, lentement et tardivement. Parallèlement, le coût de la vie aura augmenté puisque l'épargne aura été très ébranlée par la dévaluation, tandis que la hausse de l'emploi et des exportations prendra du temps et sera incertaine.

La reprise économique liée aux exportations n'est pas quantifiable mais la baisse des salaires est, elle, une certitude. La politique socialiste que nous proposons a pour principe de défendre la classe ouvrière. Cette politique ne cherche pas à sacrifier le salaire des travailleurs, qui constitue leur part légitime du produit intérieur. La solution autoritaire de sortie de la zone euro est une proposition qui n'évite pas les mesures d'austérité, au contraire. Il n'y a donc aucune raison de la défendre à titre d'alternative viable. Elle fait baisser les salaires et crée plus de dette.

Soyons clairs : dans le contexte actuel, quitter la zone euro est la pire de toutes les solutions et ne peut être imposé que par la volonté des dirigeants européens. On ne pourra donc l'accepter que si c'est la seule solution ou lorsque toutes les alternatives auront été épuisées, si elle est nécessaire pour survivre. Une seule condition peut amener le Portugal à quitter la zone euro et cette situation ne peut être exclue : si les institutions et règlements européens venaient à s'effondrer, l'indépendance du Portugal pourrait être en jeu et il n'y aurait pas d'autre solution que de quitter l'Union européenne et d'abandonner l'euro afin que le pays retrouve son pouvoir décisionnel. Le risque du passage d'un système de créanciers à un protectorat colonial induit cette menace. De toute évidence, la majorité des Portugais doit agir afin que la force des mouvements populaires et la protection des intérêts des travailleurs la forgent et la déterminent. ■